



## Education Gabriel Attal face à la défiance des enseignants

Alors que le président de la République ouvre de nouvelles pistes de réformes, le personnel de l'éducation nationale attend de son nouveau ministre davantage de dialogue et moins d'effets d'annonce. Pacte enseignant, bac : le point sur les premiers chantiers de Gabriel Attal. Et notre portrait de cet homme politique jeune et ambitieux, qui défend ses « préoccupations républicaines » et n'exclut pas de se présenter à la Mairie de Paris

PAGES 10-11

## FRANCE Enseignants : une rentrée sous tension

Vacances, enseignement de l'histoire... Emmanuel Macron ouvre des pistes de réformes. Les personnels de l'éducation nationale attendent de Gabriel Attal, le nouveau ministre, plus de dialogue et moins d'effets d'annonce



**A**vant même que le nouveau ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, ait délivré le traditionnel discours aux recteurs, jeudi 24 août, ou donné sa première conférence de presse de rentrée, prévue le 28 août, c'est le chef de l'Etat qui a de nouveau pris la main sur les sujets éducatifs, qu'il érige désormais en « *domaine réservé du président* ». Dans un entretien au *Point* publié mercredi soir 23 août, Emmanuel Macron a égrené de nouvelles annonces : estimant qu'il y a « *trop de vacances* », il souhaite notamment que les élèves « *qui en ont besoin* » puissent rentrer à l'école dès le 20 août pour du « *rattrapage* », ou encore que les programmes d'histoire soient revus pour que la discipline soit « *enseignée de manière chronologique* » – ce qui, rappellent les professeurs d'histoire, est déjà le cas.

Ces déclarations, qui ont surpris les organisations syndicales, ne manqueront pas de braquer la communauté éducative, alors que ses représentants sont reçus toute la semaine par Gabriel Attal. Le nouveau ministre a promis, lors de sa nomination, d'être un homme de « *dialogue* », de « *proximité* » et d'« *écoute* ». « *La confiance que les personnels portent au ministère est un sujet de préoccupation pour moi* », assure-t-il au *Monde*.

Le chantier est de taille, tant les passages de Pap Ndiaye et surtout de Jean-Michel Blanquer ont laissé des stigmates parmi les agents de l'éducation nationale, à commencer par les 860 000 enseignants. « *Les collègues se disent de plus en plus usés, en colère, désabusés pour certains, et on voit s'étendre une perte de confiance totale envers la parole politique qui est inquiétante* », observe Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA. Un constat partagé par l'intégralité des organisations syndicales et corroboré par le baromètre annuel de l'UNSA, publié fin mai.

Sur les plus de 34 000 personnels ayant répondu à l'enquête, 71 % disent ne pas se sentir « *reconnus ni respectés dans leur pratique professionnelle* » ; ils étaient 52 % en 2016. Plus de 90 % se disent par ailleurs en désaccord avec les choix de politiques éducatives du gouvernement, contre 65 % avant l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Les orientations actuelles n'emportent l'adhésion que de 2 % des enseignants et de seulement 13 % des chefs d'établissement et 20 %

des inspecteurs. « *On constate une forme de rupture globale, y compris avec les personnels encadrants* », souligne Frédéric Marchand, secrétaire général de la fédération.

#### OMNIPRÉSENCE DU PRÉSIDENT

La politique éducative menée depuis 2017, dont l'orientation libérale heurte une très large partie des enseignants, ainsi que l'opposition ferme aux mesures salariales impliquant en partie la prise en charge de missions supplémentaires pour augmenter les rémunérations, avec le « *pacte enseignant* », nourrissent ce rejet, mais pas seulement.

Au-delà de la feuille de route présidentielle, c'est la gouvernance du ministère depuis six ans qui est unanimement dénoncée. « *On ne peut pas continuer à gouverner l'éducation nationale sans les enseignants, voire contre eux* », estime Sophie Vénéitay, du SNES-FSU, premier syndicat dans le secondaire. Et si les syndicats enseignants disent « *ne pas se faire d'illusion* » sur le fond, ils attendent néanmoins de Gabriel Attal un profond changement de méthode.

Le reproche quant à la multiplication d'annonces – et contre-annonces – que les enseignants et chefs d'établissement découvrent dans la presse sans concertation avec les organisations syndicales et sans détails opérationnels communiqués aux agents, est ainsi devenu récurrent, notamment depuis la pandémie de Covid-19.

« *Le problème, c'est ce que ce qui a été manifeste pendant le Covid-19 ne s'est pas arrêté, et s'est même amplifié* », regrette Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT. La tension générée sous Jean-Michel Blanquer a perduré lorsque Pap Ndiaye a pris la tête du ministère, renforcée par l'omniprésence du chef de l'Etat sur les sujets éducatifs depuis le début de son second mandat, court-circuitant la Rue de Grenelle et prenant de court les syndicats.

L'exaspération a gagné jusqu'aux personnels encadrants, dont les représentants sont pourtant peu coutumiers des conflits ouverts. « *Nous sommes lassés du rythme et de la méthode* », résume Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du syndicat majoritaire



chez les chefs d'établissement, le SNPDEN-UNSA. « *L'exécutif enchaîne les annonces médiatiques sans respecter ni les rythmes éducatifs ni nos réalités de terrain, mais il faut arrêter avec ça : une mesure ne marche pas sous le seul prétexte qu'elle est commandée!* », dénonce-t-il.

Sentiment partagé du côté des inspecteurs. « *Tout le système a été mis en tension depuis six ans* », estime Patrick Roumagnac, du SIEN-UNSA. Dans une prise de parole rare et particulièrement virulente devant le Conseil supérieur de l'éducation en janvier, le syndicat, majoritaire dans la profession, fustigeait un mode de gouvernance dans lequel « *une priorité chasse l'autre* » sans que « *cela produise le moindre effet utile pour les élèves* », des décisions dont les inspecteurs doivent davantage assurer « *la promotion plus que la compréhension* », ainsi que « *l'urgence [systématique] de faire remonter des chiffres, aussi flatteurs qu'illusoire* ». « *Une distance s'est installée entre le ministère de l'éducation nationale et les inspecteurs, la continuité a été rompue* », assure M. Roumagnac.

Plus largement, c'est le « *fossé* » entre la parole des responsables politiques et le quotidien de la communauté éducative qui est mis en cause pour ses effets délétères sur les professionnels. « *L'image d'un ministère et d'un gouvernement déconnectés du terrain n'est pas nouvelle et elle nourrit une méfiance ancienne entre les enseignants et l'administration* », rappelle Yann Forestier, professeur d'histoire et auteur de *L'École en perspective* (L'Harmattan, 2020). Mais, estime-t-il, le phénomène est devenu paroxystique sous Jean-Michel Blanquer. « *Il a choisi une stratégie de coups de communication à destination l'opinion publique, et le même pari est fait aujourd'hui notamment par Emmanuel Macron. Ça fonctionne peut-être sur la cible, du moins à court terme, mais ça détruit la confiance de ceux qui voient bien sur le terrain que les déclarations ne sont pas suivies d'effets ou sont en total décalage avec la réalité.* »

#### AIGREUR ET INCOMPRÉHENSION

Dans les cercles enseignants, nombreux sont, par exemple, ceux qui évoquent encore spontanément les déclarations de Jean-Michel Blanquer affirmant que « *tout [était] prêt* » au début du premier confinement, en mars 2020, alors que le manque d'équipement et la fragilité des plates-formes de cours en ligne ne permettaient pas d'assurer im-

médiatement la continuité pédagogique. La même dissonance s'est répétée à de multiples occasions, notamment sur les mesures salariales. « *En 2020 et 2021, le ministère a eu une communication dithyrambique sur la "revalorisation historique" de la profession alors que plus de 60 % des enseignants n'étaient pas concernés, et que certains recevaient 30 euros de plus par mois, ça a évidemment entretenu de la colère* », souligne M<sup>me</sup> Vénétiay.

Plus récemment, la promesse formulée par Emmanuel Macron d'une augmentation de 10 % pour tous les enseignants, alors que le ministère a reconnu que ce pourcentage correspondait à une moyenne des mesures prises depuis 2020 et que la hausse de 2023 était moitié moindre, a suscité une aigreur teintée d'incompréhension. Le même sentiment est palpable en cette rentrée, y compris chez les chefs d'établissement, face à la communication présidentielle annonçant le remplacement « *systématique* » de « *tous les enseignants absents dès la rentrée* » alors que, sur le terrain, chacun s'accorde à dire que ce sera impossible.

Gabriel Attal affirme, lui, vouloir veiller à ne pas avoir une « *communication vécue par les enseignants et les agents comme trop éloignée du terrain* » et « *faire vivre le dialogue social* ». « *Mais ça ne se décrète pas, ça se prouve* », ajoute-t-il. Pour les représentants syndicaux, qui s'interrogent sur les marges de manœuvre du nouveau ministre et sa capacité à recevoir et à faire entendre certains de leurs messages jusqu'à l'Élysée, l'entretien d'Emmanuel Macron publié mercredi ternit déjà cette ambition. ■

ÉLÉA POMMIERS

« ON VOIT  
 S'ÉTENDRE PARMIL  
 LES PERSONNELS UNE  
 PERTE DE CONFIANCE  
 TOTALE ENVERS LA  
 PAROLE POLITIQUE »

ÉLISABETH ALLAIN-MORENO

secrétaire générale  
 du SE-UNSA





**Le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, lors d'un entretien avec la chaîne La 1ère, devant la préfecture de Saint-Denis de La Réunion, le 16 août.**

OLIVIER LABAN MATTEI/MYOP  
POUR « LE MONDE »

